

## Newsletter, 15-18 avril 2019

### Session plénière

### Strasbourg

#### **Sécurité routière: des technologies sauvant des vies dans les nouveaux véhicules**

Des dispositifs de sécurité comme l'adaptation intelligente de la vitesse et le système de freinage d'urgence devront équiper les nouveaux véhicules à compter de mai 2022. 5

#### **Protection des lanceurs d'alerte: de nouvelles règles européennes**

Les personnes qui révèlent des informations sur des activités illégales ou dangereuses, acquises dans un contexte professionnel, seront mieux protégées grâce aux nouvelles règles de l'UE. 7

#### **Garde-frontières et garde-côtes européens: un corps permanent de 10 000 agents**

De nouvelles mesures renforçant le corps européen de garde-côtes et garde-frontières feront l'objet d'un débat et d'un vote mercredi. 8

#### **Débat sur l'avenir de l'Europe avec le Premier ministre letton, Krišjānis Kariņš**

Les députés débattront de l'avenir de l'Europe avec le Premier ministre letton, Krišjānis Kariņš, mercredi à 10 heures. 9

#### **Débat mercredi sur le report du Brexit**

Les députés débattront, mercredi à 9 heures, de la prolongation de l'adhésion du Royaume-Uni à l'UE, en présence de représentants du Conseil et de la Commission. 10

#### **Nouvelles formes de travail: mesures pour renforcer les droits des travailleurs**

Lors d'un vote mardi, les députés devraient soutenir des droits minimaux pour les travailleurs à la demande, et le travail basé sur des chèques ou des plateformes comme Uber ou Deliveroo. 11

#### **Nouvelles règles sur les visas pour les courts séjours dans l'UE**

La plénière votera mercredi sur le nouveau code des visas de l'UE, qui établit les procédures et les conditions de délivrance des visas pour entrer dans l'UE pour de courts séjours. 12

---

## État de droit en Roumanie: débat en plénière

Les députés débattront lundi après-midi avec la Commission de la situation en matière d'État de droit en Roumanie. 13

---

## Plateformes en ligne: plus de transparence à l'égard des entreprises de l'UE

Le Parlement votera sur la première législation de l'UE traitant spécifiquement des relations entre plateformes et entreprises, afin de garantir un marché numérique équitable et transparent. 14

---

## Les consommateurs mieux protégés contre les pratiques trompeuses et déloyales

Une mise à jour des règles de protection des consommateurs visant à lutter contre les classements trompeurs sur les marchés en ligne et la double qualité des produits sera votée mercredi. 15

---

## Nouvelles limites d'émissions de CO2 pour les camions

Les députés se prononceront jeudi sur une nouvelle législation visant à réglementer les émissions de CO2 des camions dans l'UE. 16

---

## Évaluation des risques de sécurité alimentaire: procédure transparente

Les députés voteront sur de nouvelles règles visant à garantir que la procédure européenne d'évaluation des risques en matière de sécurité alimentaire soit plus transparente et indépendante. 17

---

## Programme InvestEU: nouvel élan pour l'emploi, la croissance et l'investissement

Les députés devraient approuver l'accord provisoire et partiel avec les ministres de l'UE sur un nouveau programme visant à soutenir l'investissement et l'accès au financement en 2021-2027. 18

---

## Empêcher les terroristes d'utiliser des explosifs artisanaux

Un projet visant à mettre à jour les règles sur l'utilisation et la vente de produits chimiques pouvant être utilisés pour la fabrication d'explosifs artisanaux sera mis aux voix mardi. 19

---

## Recherche européenne: le financement 2021-2027 donne la priorité aux PME

Un accord partiel sur Horizon Europe, qui comblera le fossé en matière de recherche européenne, donnera la priorité aux PME et élargira la recherche thématique, sera mis

aux voix mercredi.	20
.....	
<b>Réduire les risques dans les banques de l'UE et protéger les contribuables</b>	
Mardi, le Parlement se prononcera sur une étape majeure vers la réduction des risques dans le système bancaire et la création de l'Union bancaire.	21
.....	
<b>Renforcer les organes de surveillance financière de l'UE</b>	
Les députés débattront et voteront sur une mise à jour des règles visant à renforcer les organes de surveillance financière de l'UE, créés en 2011 à la suite de la crise financière.	22
.....	
<b>Contenus terroristes en ligne: les entreprises auront une heure pour les retirer</b>	
Les entreprises du net disposeront d'une heure pour retirer les contenus terroristes en ligne après avoir reçu une injonction mais ne devront pas filtrer les contenus qu'elles uploadent.	23
.....	
<b>Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie</b>	24
.....	
<b>Autres sujets à l'ordre du jour</b>	25
.....	

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/agenda/briefing/2019-04-15>

## Newsletter, 15-18 avril-2019

### En savoir plus

[Projet d'ordre du jour](#)  
[Suivre la séance en direct \(EbS+\)](#)  
[Conférences de presse et autres événements](#)  
[Centre multimédia](#)  
[EP Newshub](#)

## Contacts

---

Baptiste CHATAIN

Attaché de presse

☎ (+32) 2 28 40992 (BXL)

☎ (+33) 3 881 74151 (STR)

📱 (+32) 498 98 13 37

✉ [baptiste.chatain@europarl.europa.eu](mailto:baptiste.chatain@europarl.europa.eu)

---

Nicolas DELALEU

Attaché de presse

☎ (+32) 2 28 44407 (BXL)

☎ (+33) 3 881 72097 (STR)

📱 (+32) 471 95 35 11

✉ [nicolas.delaleu@europarl.europa.eu](mailto:nicolas.delaleu@europarl.europa.eu)

---

Wendy DE MONTIS

Attachée de presse

☎ (+32) 2 28 31151 (BXL)

📱 (+32) 470 87 02 64

✉ [wendy.demontis@europarl.europa.eu](mailto:wendy.demontis@europarl.europa.eu)

---

# Sécurité routière: des technologies sauvant des vies dans les nouveaux véhicules

**Des dispositifs de sécurité comme l'adaptation intelligente de la vitesse et le système de freinage d'urgence devront équiper les nouveaux véhicules à compter de mai 2022.**

Les nouvelles voitures, camionnettes ainsi que les nouveaux camions et bus devront être équipés de dispositifs de sécurité visant à sauver des vies, selon une législation qui a fait l'objet d'un accord informel avec les ministres de l'UE et qui sera mise aux voix mardi.

L'un de ces dispositifs obligatoires est le système d'adaptation intelligente de la vitesse, qui pourrait selon les estimations réduire le nombre de décès sur les routes de l'UE de 20%. Ce système fournira au conducteur des informations basées sur les cartes et les panneaux de signalisation lorsque la vitesse autorisée sera dépassée. Il ne s'agit pas d'un limiteur de vitesse et le conducteur pourra décider de désactiver le système.

Les autres dispositifs avancés sauvant des vies qui équiperont les nouveaux véhicules incluent: le freinage automatique d'urgence, la reconnaissance avancée de distraction du conducteur, le système de maintien de trajectoire, la détection en marche arrière, la facilitation de l'installation d'un éthylomètre antidémarrage, le signal de freinage d'urgence et l'enregistreur de données d'événements ("boîte noire").

En 2018, environ 25 100 personnes ont perdu la vie sur les routes de l'UE et 135 000 ont été gravement blessées, selon les [chiffres préliminaires](#) publiés par la Commission.

*Vote: mardi 16 avril*

*Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture*

*Conférence de presse: mardi 16 avril à 16 heures*

## En savoir plus

[Texte de l'accord \(en anglais\)](#)

[Communiqué de presse suite à l'accord provisoire \(26.03.2019\)](#)

[Profil de la rapporteure Róza Thun \(PPE, PL\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE - Sécurité des véhicules et protection des usagers de la route vulnérables \(en anglais\)](#)

[Communiqué de presse de la Commission - Sécurité routière: les données révèlent des améliorations en 2018, mais d'autres mesures concrètes et rapides sont nécessaires \(04.04.2019\)](#)

[Statistiques 2018 sur la sécurité routière, avec des informations spécifiques par pays \(04.04.2019, en anglais\)](#)

[Produits multimédias - Sécurité routière](#)

# Protection des lanceurs d'alerte: de nouvelles règles européennes

**Les personnes qui révèlent des informations sur des activités illégales ou dangereuses, acquises dans un contexte professionnel, seront mieux protégées grâce aux nouvelles règles de l'UE.**

Les nouvelles règles, qui ont fait l'objet d'un accord entre les négociateurs du PE et du Conseil et seront mises aux voix mardi, établissent de nouvelles normes à l'échelle de l'UE pour la protection des lanceurs d'alerte. Elles incluraient la création de canaux de signalement sûrs des violations de la législation de l'UE, tant au sein des entreprises qu'à destination des autorités publiques, des protections contre les représailles (intimidation, harcèlement...) et des mesures de soutien (aide juridique, accès à l'information sur les procédures et voies de recours...).

De récents scandales (Lux Leaks, Panama Papers, Cambridge Analytica) ont démontré l'importance des révélations faites par les lanceurs d'alerte afin de détecter et de prévenir les violations de la législation de l'UE préjudiciables à l'intérêt public et au bien-être de la société.

*Débat: lundi 15 avril*

*Vote: mardi 16 avril*

*Procédure: procédure législative ordinaire*

*Conférence de presse: mardi 16 avril à 15 heures, en présence de la rapporteure Virginie Rozière (S&D, FR)*

## En savoir plus

[Texte de l'accord \(en anglais\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Profil de la rapporteure Virginie Rozière \(S&D, FR\)](#)

[Produits multimédias - Protection des lanceurs d'alerte](#)

[Service de recherche du PE - Protection des lanceurs d'alerte au niveau de l'UE](#)

[Commission européenne - Protection des lanceurs d'alerte \(en anglais\)](#)

[Vidéo de la conférence de presse suite à l'accord avec le Conseil \(12.03.2019\)](#)

[Produits multimédias](#)

# Garde-frontières et garde-côtes européens: un corps permanent de 10 000 agents

**De nouvelles mesures renforçant le corps européen de garde-côtes et garde-frontières feront l'objet d'un débat et d'un vote mercredi.**

Les changements apportés à l'Agence européenne de garde-frontières et garde-côtes (Frontex) visent à remédier aux actuelles défaillances et à mieux répondre aux besoins présents en matière de sécurité et de migration.

Parmi les changements apportés à l'Agence, un nouveau corps permanent sera mis en place pour soutenir les pays de l'UE sur le terrain en matière de missions de contrôle aux frontières et de retour, ainsi que de lutte contre la criminalité transfrontalière. Avec 5 000 agents opérationnels dès 2021, le corps permanent sera pleinement opérationnel d'ici 2027 avec 10 000 agents. Il comprendra également une réserve de réaction rapide pour des déploiements en cas d'urgence.

*Débat: mercredi 17 avril*

*Vote: mercredi 17 avril*

*Procédure: procédure législative ordinaire*

*Conférence de presse: mercredi 17 avril à 16h30, en présence de la rapporteure et du commissaire Avramopoulos (à confirmer)*

## En savoir plus

[Projet de rapport](#)

[Communiqué de presse suite à l'accord en trilogue \(28.03.2019\)](#)

[Profil de la rapporteure Roberta Metsola \(PPE, MT\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Site de l'Agence européenne de garde-frontières et garde-côtes](#)

[Produits multimédias - Migration](#)



# Débat sur l'avenir de l'Europe avec le Premier ministre letton, Krišjānis Kariņš

**Les députés débattront de l'avenir de l'Europe avec le Premier ministre letton, Krišjānis Kariņš, mercredi à 10 heures.**

Il s'agira du 20e et dernier débat de cette législature sur l'avenir de l'Europe entre les eurodéputés et les chefs d'État ou de gouvernement. Pour en savoir plus sur les précédents débats, [cliquez ici](#).

Krišjānis Kariņš a été élu Premier ministre en janvier dernier. Il était auparavant, et depuis 2009, député au Parlement européen (Jaunā Vienotība/PPE).

Juste après le débat, vers 12h20, le Président du Parlement européen, Antonio Tajani, et Krišjānis Kariņš participeront à un point presse devant le salon protocolaire à 12h30.

*Débat: mercredi 17 avril*

*Procédure: débat sur l'avenir de l'Europe (sans résolution)*

*Conférence de presse: mercredi 17 avril à 12h30, en présence du Président Tajani et de Krišjānis Kariņš*

## En savoir plus

[CV du Premier ministre letton, Krišjānis Kariņš \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias - Débat sur l'avenir de l'Europe avec le Premier ministre letton](#)

## Débat mercredi sur le report du Brexit

**Les députés débattront, mercredi à 9 heures, de la prolongation de l'adhésion du Royaume-Uni à l'UE, en présence de représentants du Conseil et de la Commission.**

Suite à la demande du gouvernement britannique en faveur d'une prolongation de l'adhésion du Royaume-Uni à l'UE et à la décision du 10 avril du Conseil européen d'octroyer une prolongation flexible jusqu'au 31 octobre 2019, les députés doivent faire le point sur cette décision ainsi que sur les derniers développements, lors d'un débat avec des représentants du Conseil et de la Commission.

En partant du principe que le Royaume-Uni sera encore un État membre de l'UE entre le 23 et le 26 mai, il devra participer aux élections européennes prévues à ces dates ou quitter l'UE le 1er juin 2019.

*Débat: mercredi 17 avril*

*Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission (sans résolution)*

### **En savoir plus**

[Produits multimédias - Brexit](#)

# Nouvelles formes de travail: mesures pour renforcer les droits des travailleurs

**Lors d'un vote mardi, les députés devraient soutenir des droits minimaux pour les travailleurs à la demande, et le travail basé sur des chèques ou des plateformes comme Uber ou Deliveroo.**

Conformément à la législation, qui a déjà fait l'objet d'un accord informel avec les ministres de l'UE, tous les travailleurs devront être informés dès le premier jour des principaux aspects de leur contrat, comme la description de leurs missions, la date de début, la durée, la rémunération, la journée de travail normale ou les heures de référence pour ceux dont les horaires de travail sont imprévisibles.

Par ailleurs, les nouvelles règles octroieront des droits spécifiques aux travailleurs, adaptés aux problématiques rencontrées dans le cadre des emplois à la demande, basés sur des chèques ou des plateformes, tels que des horaires de travail prévisibles et une date limite d'annulation pour les contrats à la demande. De plus, les périodes d'essai ne devraient pas excéder six mois et un contrat renouvelé pour la même fonction ne devrait pas donner lieu à une nouvelle période probatoire.

*Débat: mardi 16 avril*

*Vote: mardi 16 avril*

*Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture*

## En savoir plus

[Communiqué de presse - Nouvelles formes de travail: accord pour renforcer les droits des travailleurs \(07.02.2019\)](#)

[Accord provisoire à l'issue des négociations interinstitutionnelles \(en anglais\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Profil du rapporteur Enrique Calvet Chambon \(ADLE, ES\)](#)

[Service de recherche du PE - Garantir des conditions de travail plus transparentes et plus prévisibles \(octobre 2018, en anglais\)](#)

[Infographie - Économie des "petits boulots": la législation de l'UE vise à renforcer les droits des travailleurs \(en anglais\)](#)

# Nouvelles règles sur les visas pour les courts séjours dans l'UE

**La plénière votera mercredi sur le nouveau code des visas de l'UE, qui établit les procédures et les conditions de délivrance des visas pour entrer dans l'UE pour de courts séjours.**

La législation, qui a déjà fait l'objet d'un accord informel avec les ministres de l'UE, simplifie les procédures de demande et de délivrance des visas pour de courts séjours (jusqu'à 90 jours sur une période de 180 jours). Elle contribuera également à encourager les pays tiers à coopérer en matière de migration.

## Contexte

Actuellement, les voyageurs de plus de 100 pays doivent être en possession d'un visa pour entrer dans l'UE. Le nombre de demandes de visas a augmenté de 50% ces dernières années, passant de 10,2 millions en 2009 à 15,2 millions en 2016.

*Débat: mercredi 17 avril*

*Vote: mercredi 17 avril (après-midi)*

*Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture*

## En savoir plus

[Communiqué de presse à l'issue de l'accord en trilogue \(29.01.2019\)](#)

[Profil du rapporteur Juan Fernando López Aguilar \(S&D, ES\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Règlement \(UE\)2018/1806 fixant la liste des pays tiers dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visa pour franchir les frontières extérieures des États membres et la liste de ceux dont les ressortissants sont exemptés de cette obligation](#)

[Service de recherche du PE - Révision du code communautaire des visas \(juillet 2018, en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

# État de droit en Roumanie: débat en plénière

## Les députés débattront lundi après-midi avec la Commission de la situation en matière d'État de droit en Roumanie.

En novembre dernier, le Parlement européen avait exprimé sa préoccupation concernant les [dernières réformes judiciaires dans le pays](#) tout en avertissant qu'elles risquaient de fragiliser la séparation des pouvoirs et la lutte contre la corruption. Les députés examineront les dernières évolutions en Roumanie depuis cette date.

*Débat: lundi 15 avril*

*Procédure: déclaration de la Commission, sans résolution*

### En savoir plus

[Résolution du PE sur l'État de droit en Roumanie \(13.11.2018\)](#)

[Produits multimédias - État de droit en Roumanie](#)

# Plateformes en ligne: plus de transparence à l'égard des entreprises de l'UE

**Le Parlement votera sur la première législation de l'UE traitant spécifiquement des relations entre plateformes et entreprises, afin de garantir un marché numérique équitable et transparent.**

Les services d'intermédiation en ligne comme les plateformes de commerce électronique (Amazon, eBay...) et les moteurs de recherche (Google Search...) devront mettre en place une série de mesures visant à garantir la transparence et la loyauté dans leurs relations contractuelles avec les entreprises (détaillants en ligne, hôtels et restaurants, développeurs d'applications...), selon une législation qui fera l'objet d'un vote final mercredi.

Conformément aux nouvelles règles, qui s'appliqueront également aux boutiques d'applications (Apple Store, Microsoft Store...), aux médias sociaux (Facebook, Instagram...) et aux comparateurs de prix (Skyscanner...), les plateformes en ligne seront notamment tenues d'expliquer pourquoi elles ont supprimé ou retiré de leurs listes de résultats de recherche des produits ou des services, et de fournir une description des principaux paramètres déterminant le classement.

Plus d'un million d'entreprises de l'UE ont des activités commerciales via des plateformes pour atteindre leurs clients.

*Débat: mardi 16 avril*

*Vote: mercredi 17 avril*

*Procédure: codécision, accord en première lecture*

## En savoir plus

[Texte de l'accord \(en anglais\)](#)

[Communiqué de presse après l'accord provisoire \(14.02.2019\)](#)

[Profil de la rapporteure Christel Schaldemose \(S&D, DK\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE - Équité et transparence pour les entreprises utilisatrices de services en ligne \(juillet 2018, en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

# Les consommateurs mieux protégés contre les pratiques trompeuses et déloyales

## Une mise à jour des règles de protection des consommateurs visant à lutter contre les classements trompeurs sur les marchés en ligne et la double qualité des produits sera votée mercredi.

Les places de marché en ligne et les services comparateurs (Amazon, eBay, Airbnb, Skyscanner...) devront divulguer les principaux paramètres déterminant le classement des offres résultant d'une recherche. Les consommateurs devront obtenir une information claire pour savoir s'ils achètent des biens et services à un commerçant ou à une personne privée, afin de connaître la protection dont ils bénéficient en cas de problème.

La nouvelle législation, qui a fait l'objet d'un accord provisoire avec les ministres de l'UE, s'intéresse également à la question du "double niveau de qualité des produits", autrement dit lorsque des produits sont vendus sous la même marque mais qu'ils diffèrent dans leur composition et leurs caractéristiques. Le texte inclut une clause de révision exigeant de la Commission européenne qu'elle évalue la situation deux ans après la date d'entrée en vigueur de la directive afin d'examiner si le double niveau de qualité des produits nécessite d'être ajouté à la "liste noire" des pratiques commerciales déloyales.

Cette législation, qui s'inscrit dans le cadre du paquet "[Une nouvelle donne pour les consommateurs](#)", modifie quatre directives relatives aux droits des consommateurs, à savoir la directive sur les pratiques commerciales déloyales, la directive sur les droits des consommateurs, la directive sur les clauses contractuelles abusives et la directive sur l'indication des prix.

*Débat: mardi 16 avril*

*Vote: mercredi 17 avril*

*Procédure: codécision, accord en première lecture*

### En savoir plus

[Texte de l'accord \(en anglais\)](#)

[Communiqué de presse après l'accord provisoire \(22.03.2019\)](#)

[Profil du rapporteur Daniel Dalton \(ECR, UK\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE - Modernisation des règles de protection des consommateurs de l'UE: une nouvelle donne pour les consommateurs \(décembre 2018, en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

# Nouvelles limites d'émissions de CO2 pour les camions

## Les députés se prononceront jeudi sur une nouvelle législation visant à réglementer les émissions de CO2 des camions dans l'UE.

Ce tout premier règlement sur les émissions de CO2 des camions dans l'UE fixe un objectif de 30% de réduction des émissions de CO2 des camions neufs d'ici 2030, ainsi qu'un objectif intermédiaire de 15% d'ici 2025.

Des dispositions ont été ajoutées en vue d'encourager les fabricants à investir dans des alternatives plus propres aux camions diesel. Ils devront veiller à ce que les véhicules à émissions nulles ou faibles représentent 2% des ventes de véhicules neufs d'ici 2025.

Par ailleurs, la Commission européenne devra proposer, en 2022, de nouveaux objectifs pour l'après 2030, conformément à l'accord de Paris.

*Débat: mercredi 17 avril*

*Vote: jeudi 18 avril*

*Procédure: procédure législative ordinaire*

### En savoir plus

[Communiqué de presse du Conseil sur l'accord provisoire conclu entre la présidence roumaine du Conseil et les députés européens \(19.02.2019\)](#)

[Communiqué de presse sur le vote en commission parlementaire \(27.02.2019, en anglais\)](#)

[Profil du rapporteur Bas Eickhout \(Verts/ALE, NL\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE - normes d'émissions de CO2 visant les véhicules utilitaires lourds \(avril 2019, en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)



# Évaluation des risques de sécurité alimentaire: procédure transparente

**Les députés voteront sur de nouvelles règles visant à garantir que la procédure européenne d'évaluation des risques en matière de sécurité alimentaire soit plus transparente et indépendante.**

Les nouvelles règles, qui ont fait l'objet d'un accord informel avec les ministres de l'UE en février, créeront une base de données européenne commune des études commanditées, afin de dissuader les entreprises qui demandent une autorisation de passer sous silence les études défavorables. Par ailleurs, les dispositions amélioreront la transparence et garantiront que les études soumises par l'industrie en vue d'étayer les demandes et utilisées par l'[Autorité européenne de sécurité des aliments](#) (EFSA) soient plus fiables, objectives et indépendantes.

De plus, des parties tierces pourraient être utilisées pour déterminer si d'autres données ou études scientifiques pertinentes existent, une fois que les études fournies sont rendues publiques par l'EFSA.

*Débat: mardi 16 avril*

*Vote: mercredi 17 avril*

*Procédure: procédure législative ordinaire*

## En savoir plus

[Communiqué de presse du Conseil sur l'accord provisoire avec le Parlement européen \(12.02.2019\)](#)

[Profil de la co-rapporteuse Pilar Ayuso \(PPE, ES\)](#)

[Profil de la co-rapporteuse Renate Sommer \(PPE, DE\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Produits multimédias - Sécurité alimentaire](#)

# Programme InvestEU: nouvel élan pour l'emploi, la croissance et l'investissement

**Les députés devraient approuver l'accord provisoire et partiel avec les ministres de l'UE sur un nouveau programme visant à soutenir l'investissement et l'accès au financement en 2021-2027.**

L'initiative "InvestEU", dont le but est de générer près de 700 milliards d'euros d'investissements, devrait fonctionner comme un tremplin pour des investissements qui auraient autrement été difficiles à réaliser. Elle remplacera l'actuel Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSI), qui avait été créé après la crise financière de 2008.

Les députés souhaitent améliorer la proposition de la Commission européenne en augmentant la garantie de l'UE (de 38 à 40,8 milliards d'euros, afin de déclencher 698 milliards d'euros d'investissements), en introduisant de nouveaux objectifs comme l'emploi, en renforçant la protection du climat, et en rendant la gestion du programme plus responsable.

Le Parlement devrait clôturer sa première lecture, notamment les parties qui ont déjà fait l'objet d'un accord avec les États membres (voir [communiqué de presse](#)). Le Parlement européen nouvellement élu poursuivra les négociations avec les ministres de l'UE.

Un [site web consacré à InvestEU](#) présente des exemples de projets soutenus par l'UE.

*Débat: mercredi 17 avril*

*Vote: jeudi 18 avril*

*Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture*

## En savoir plus

[Texte de l'accord provisoire avec le Conseil voté en plénière \(parties qui doivent encore faire l'objet d'un accord surlignées en gris\) \(en anglais\)](#)

[Communiqué de presse du Conseil à la suite de l'accord partiel entre le Parlement et le Conseil \(mars 2019\)](#)

[Communiqué de presse de la Commission à la suite de l'accord partiel entre le Parlement et le Conseil \(mars 2019\)](#)

[Profil du co-rapporteur José Manuel Fernandes \(PPE, PT\)](#)

[Profil du co-rapporteur Roberto Gualtieri \(S&D, IT\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE - Programme InvestEU: poursuivre le Fonds européen pour les investissements stratégiques lors du prochain CFP? \(février 2019, en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

# Empêcher les terroristes d'utiliser des explosifs artisanaux

**Un projet visant à mettre à jour les règles sur l'utilisation et la vente de produits chimiques pouvant être utilisés pour la fabrication d'explosifs artisanaux sera mis aux voix mardi.**

Environ 40% des terroristes ayant perpétré des attentats dans l'UE entre 2015 et 2017 ont utilisé des explosifs artisanaux, démontrant ainsi les lacunes existantes dans les règles actuelles. La nouvelle législation, qui sera mise aux voix mardi et qui a déjà fait l'objet d'un accord entre les négociateurs du PE et du Conseil, comblera ces lacunes en ajoutant de nouveaux produits chimiques à la liste des substances interdites, et en mettant en place des systèmes d'autorisation et de surveillance pour la commercialisation de produits chimiques dangereux. Les nouvelles règles s'appliqueront aussi pleinement aux produits chimiques dangereux vendus en ligne.

*Vote: mardi 16 avril*

*Procédure: procédure législative ordinaire*

## En savoir plus

[Projet de rapport sur la commercialisation et l'utilisation de précurseurs d'explosifs](#)

[Profil du rapporteur Andrejs Mamikins \(S&D, LV\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Produits multimédias](#)

# Recherche européenne: le financement 2021-2027 donne la priorité aux PME

**Un accord partiel sur Horizon Europe, qui comblera le fossé en matière de recherche européenne, donnera la priorité aux PME et élargira la recherche thématique, sera mis aux voix mercredi.**

Le Parlement devrait approuver mercredi le programme de recherche de l'UE pour 2021-2027, Horizon Europe. L'accord partiel, déjà conclu avec les États membres de l'UE, a pour but d'encourager les pays les moins performants en matière de recherche et d'innovation à participer davantage. Au moins 35% du budget sera consacré à la recherche sur le climat. Par ailleurs, le programme apporte un soutien accru aux PME - au moins 70% du budget du Conseil européen de l'innovation, nouvellement créé, devant être consacré aux PME.

*Débat: mardi 16 avril*

*Vote: mercredi 17 avril*

*Conférence de presse: mercredi 17 avril de 14h30 à 15 heures*

*Procédure: procédure législative ordinaire, vote sur des accords*

## En savoir plus

[Communiqué de presse après l'accord en trilogue \(20.03.2019, en anglais\)](#)

[Fiche de procédure - Programme-cadre pour la recherche et l'innovation «Horizon Europe» 2021–2027](#)

[Fiche de procédure - Programme spécifique d'exécution du programme-cadre pour la recherche et l'innovation «Horizon Europe» 2021–2027](#)

[Service de recherche du PE - Programme-cadre pour la recherche et l'innovation «Horizon Europe» 2021–2027 \(juin 2018, en anglais\)](#)

[Profil du rapporteur Dan Nica \(S&D, RO\)](#)

[Profil du rapporteur Christian Ehler \(PPE, DE\)](#)

[Annexe III – CFP 2021-2027: ventilation par programme \(prix de 2018\)](#)

[Annexe IV – CFP 2021-2027: ventilation par programme \(prix courants\)](#)

# Réduire les risques dans les banques de l'UE et protéger les contribuables

**Mardi, le Parlement se prononcera sur une étape majeure vers la réduction des risques dans le système bancaire et la création de l'Union bancaire.**

Les députés voteront sur deux ensembles de règles, qui ont déjà fait l'objet d'un accord informel avec les États membres, sur la résilience des banques et sur une feuille de route claire pour les banques qui sont confrontées à des pertes.

L'objectif principal des règles, qui modifient les exigences prudentielles de l'UE pour les banques, est de doper l'économie européenne en augmentant la capacité de prêt, afin de créer des marchés de capitaux approfondis et plus fluides. La feuille de route claire pour les banques confrontées à des pertes vise à garantir qu'elles détiennent suffisamment de fonds propres pour éviter d'avoir de nouveau à recourir au sauvetage par les contribuables.

*Débat: lundi 15 avril*

*Vote: mardi 16 avril*

*Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture*

## En savoir plus

[Fiche de procédure - Directive sur les exigences de fonds propres](#)

[Fiche de procédure - Règlement sur les exigences de fonds propres](#)

[Profil du rapporteur Peter Simon \(S&D, DE\)](#)

[Fiche de procédure - Redressement des banques et résolution](#)

[Fiche de procédure - Mécanisme de résolution unique](#)

[Profil du rapporteur Gunnar Hökmark \(PPE, SE\)](#)

[Service de recherche du PE - Dossier sur la réforme du système bancaire \(août 2017, en anglais\)](#)

# Renforcer les organes de surveillance financière de l'UE

## Les députés débattent et voteront sur une mise à jour des règles visant à renforcer les organes de surveillance financière de l'UE, créés en 2011 à la suite de la crise financière.

La mise à jour octroierait principalement de nouvelles capacités et de nouveaux pouvoirs à l'Autorité européenne des marchés financiers, à l'Autorité bancaire européenne et à l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles, leur permettant de suivre les nouveautés du secteur des marchés financiers afin de mieux protéger les contribuables et les consommateurs.

Cette mise à jour conférerait en particulier à l'Autorité bancaire européenne le pouvoir de s'attaquer directement au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme.

Le débat aura lieu lundi soir, avec un vote sur l'adoption des règles, déjà négociées entre le Parlement et le Conseil, prévu pour mardi.

*Débat: lundi 15 avril*

*Vote: mardi 16 avril*

*Procédure: procédure législative ordinaire*

### En savoir plus

[Projet de rapport modifiant le règlement instituant une Autorité européenne de surveillance](#)

[Projet de rapport modifiant le règlement instituant un Comité européen du risque systémique](#)

[Communiqué de presse après l'accord de trilogue avec le Conseil \(21.03.2019, en anglais\)](#)

[Profil du co-rapporteur Othmar Karas \(PPE, AT\)](#)

[Profil de la co-rapporteuse Pervenche Berès \(S&D, FR\)](#)

[Fiche de procédure - Autorités européennes de surveillance: pouvoirs, gouvernance et financement](#)

[Fiche de procédure - Autorité européenne des marchés financiers \(AEMF\) et Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles \(AEAPP\): pouvoirs](#)

[Fiche de procédure - Comité européen du risque systémique: organisation](#)

[Fiches techniques - Système européen de surveillance financière \(SESF\)](#)

[Produits multimédias](#)

# Contenus terroristes en ligne: les entreprises auront une heure pour les retirer

**Les entreprises du net disposeront d'une heure pour retirer les contenus terroristes en ligne après avoir reçu une injonction mais ne devront pas filtrer les contenus qu'elles uploadent.**

Lors d'un vote mercredi, les députés devraient confirmer leur position de négociation sur les nouvelles règles visant à lutter contre la dissémination de contenus terroristes en ligne dans l'Union. Les négociations avec les ministres de l'UE en vue de finaliser la nouvelle législation incomberont au prochain Parlement.

Le texte adopté en commission des libertés civiles prévoit des sanctions allant jusqu'à 4% du chiffre d'affaires mondial de l'entreprise en cas de violations persistantes. Par ailleurs, il inclut des garanties pour veiller au respect de la liberté d'expression et des médias ainsi que des mesures pour éviter une pression disproportionnée sur les petites entreprises.

*Vote: mercredi 17 avril*

*Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture*

## En savoir plus

[Projet de rapport \(en anglais\)](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission \(08.04.2019\)](#)

[Profil du rapporteur Daniel Dalton \(ECR, UK\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Produits multimédias - Lutte contre le terrorisme](#)

# Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

**Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie jeudi matin, avec des votes intervenant à midi sur les sujets suivants:**

- Chine, notamment la situation des minorités religieuses et ethniques;
- Cameroun; et
- Brunei.

*Débat: jeudi 18 avril*

*Vote: jeudi 18 avril*

*Procédure: résolutions non législatives*

## **En savoir plus**

[Produits multimédias](#)



## Autres sujets à l'ordre du jour

**Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:**

- Surveillance du marché et conformité des produits, Danti (COD), débat mardi, vote mercredi;
- Fonds européen de la défense, Krasnodebski (COD), débat mercredi, vote jeudi;
- Programme spatial de l'Union et Agence de l'UE pour le programme spatial, Salini (COD), vote mercredi;
- Programme pour une Europe numérique pour la période 2021-2027, Mlinar (COD), vote mercredi;
- Mécanisme pour l'interconnexion en Europe, Virkkunen, Marinescu, Telicka (COD), vote mercredi;
- Programme "Justice", Weidenholzer, Hautala (COD), vote mercredi;
- Programme "Droits et valeurs", Valero (COD), vote mercredi;
- Polluants organiques persistants, Girling (COD), vote jeudi;
- Interopérabilité des systèmes d'information de l'UE dans le domaine des frontières et des visas, Lenaers, Melo (COD), vote mardi;
- Certificat complémentaire de protection pour les médicaments, Grandes Pascual (COD), débat mardi, vote mercredi;
- Règles facilitant l'utilisation d'informations financières et d'autre nature, Radev (COD), vote mercredi;
- Centre européen de compétences industrielles, technologiques et de recherche en matière de cybersécurité et Réseau de centre nationaux de coordination, Reda (COD), vote mercredi;
- Promotion de véhicules de transport routier propres et économes en énergie, Grzyb (COD), débat mercredi, vote jeudi;
- Utilisation d'outils et de processus numériques en droit des sociétés, Zwiefka (COD), débat mercredi, vote jeudi;
- Transformations, fusions et scissions transfrontalières, Regner (COD), débat mercredi, vote jeudi;
- Programme Fiscalis pour la coopération dans le domaine de la fiscalité, Giegold (COD), vote mercredi;
- Autorité européenne du travail, Lenaers (COD), vote mardi;
- Surveillance prudentielle des entreprises d'investissement, Ferber (COD), débat mardi, vote mercredi;
- Enquêtes et coopération de l'OLAF avec le parquet européen, Grässle (COD), vote mardi; et
- Négociations avec le Conseil et la Commission sur le droit d'enquête du Parlement: proposition législative, questions orales, jeudi;
- Déclarations du Conseil et de la Commission, situation au Mozambique, au Malawi et au Zimbabwe après le cyclone Idai;
- Déclaration de la vice-présidente de la Commission/haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité - Situation en Libye;
- Déclaration de la Commission - Protéger l'intégrité des élections européennes, en particulier les menaces internationales à la cybersécurité;
- Objection en ce qui concerne le déploiement et l'utilisation opérationnelle des systèmes de transport intelligents coopératifs; et
- Mise en œuvre et financement du budget général de l'UE pour 2019 en ce qui concerne le retrait du Royaume-Uni de l'UE, Arthuis, vote mercredi.